

Vu l'arrêté général n° 2547 du 19 juillet 1941 portant création des services locaux de l'Education Générale et des Sports;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les Services de l'Enseignement et de l'Education Générale et des Sports sont rattachés au Cabinet du Commissaire de la République.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1947.
J. NOUTARY.

Service des T. P.

ARRETE N° 8 Cab. du 8 janvier 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 114 du 23 février 1938 portant organisation et fixant les attributions du Service des Travaux Publics et des Transports du Territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 de l'arrêté n° 114 du 23 février 1938 susvisé est modifié comme suit :

TITRE II

Organisation particulière du Service des Travaux Publics

Art. 10. — (nouveau) — Service des Travaux Publics. — Le Service des Travaux Publics a pour attributions :

1° — L'établissement annuel du plan de campagne des travaux publics;

2° — Les études et l'exécution des travaux en régie, les études et le contrôle des travaux à l'entreprise exécutés sur les fonds du budget du Territoire et de ses annexes y compris le budget sur fonds d'emprunt pour les travaux se rapportant aux catégories énumérées ci-après :

a) — Voirie d'intérêt général, local et rural ainsi que les plantations et ouvrages qui en dépendent;

b) — Porte, quais, cales de débarquement, jettées et appontements bâtis sur le rivage de la mer ou des cours d'eau du domaine public;

c) — Bâtiments civils;

d) — Ouvrages d'hydraulique industrielle agricole pastorale ou urbaine;

e) — Travaux d'assainissement;

f) — Terrains d'aviations hydrobases et leurs dépendances;

à l'exception des travaux dont les projets auront été effectués par un architecte agréé par le Gouvernement local et qui auront été donnés à l'entreprise.

L'architecte agréé après avoir fait viser ses projets par le Chef du Service des Travaux Publics, aura seul le contrôle de ces travaux.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *journal officiel* du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1947.
J. NOUTARY.

Crédit colonial

ARRETE N° 10 F. du 9 janvier 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les articles 254 et 255 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies;

Vu l'arrêté interministériel en date du 22 octobre 1929 fixant les modalités afférentes aux dépenses à effectuer en France, en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat;

Vu le T.O. N° 943/SAC du 23 novembre 1946 du Ministre de la France d'Outre-Mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de la provision mensuelle à constituer par le budget local du Togo pour les dépenses à effectuer hors du Territoire pendant l'année 1947 est fixé à Un million de francs (1.000.000 frs.) C.F.A.

ART. 2. — La provision devra être constituée au plus tard le 25 de chaque mois pour le mois suivant, au moyen d'un mandat au chapitre d'ordre du budget local.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 janvier 1947.
J. NOUTARY.

Marchandises d'importation

ARRETE N° 11 AE du 9 janvier 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 764 AE du 10 octobre 1946;

Vu l'arrêté 960 AE du 17 décembre 1946 fixant la procédure à appliquer pour la répartition des marchandises d'importation;

Sur la proposition de la Commission Spéciale prévue à l'article 7 de l'arrêté 960 AE.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 764 AE du 10 octobre 1946 est abrogé.

ART. 2. — Conformément aux dispositions des articles 5 et 6 de l'arrêté 960 AE susvisé, le contingent de 25 % des marchandises à commander par le Commerce soit dans la Métropole et pays de l'Union Française, soit à l'étranger sera pour l'année 1947, attribué dans les conditions suivantes :

	Tissus	Divers
R. Eychemme	6 %/o	6 %/o
S.G.G.G.	4 %/o	4 %/o
S.C.O.A.	3 %/o	3 %/o
C.I.C.A.	2,50 %/o	2,50 %/o
Cie F.A.O.	2 %/o	2 %/o
U.A.C.	—	2 %/o
J. Holt	1,50 %/o	1,50 %/o
G. B. Ollivant	—	1,50 %/o
Piquelin	1,50 %/o	1,50 %/o
S.O.C.A.F.A.	1 %/o	1 %/o
Alfred Nassar	1 %/o	—
Kalife	0,75 %/o	—
Fouad Jazzar	0,75 %/o	—
Diab Nassar	0,50 %/o	—
William-Frères	0,50 %/o	—
	<u>25 %/o</u>	<u>25 %/o</u>

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 9 janvier 1947.
J. NOUTARY.

Médicaments

ARRETE N° 12 AE du 9 janvier 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928 portant réglementation de l'introduction et de la vente des médicaments au Togo;

Vu le T.O. n° C 419 du 19 novembre 1942 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

Vu l'arrêté n° 432 AE du 12 août 1943;

Sur la proposition du Directeur de la Santé Publique au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté 432 AE du 12 août 1943 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Un état des médicaments et matériel sanitaire « reçus au Territoire par les pharmacies et le commerce local sera fourni à chaque arrivage à la Direction de la Santé Publique par chaque pharmacie « et maison de commerce intéressée ».
Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 janvier 1947.
J. NOUTARY.

Produits coloniaux

ARRETE N° 18 AE du 9 janvier 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les arrêtés n° 700 AE du 11 septembre 1946, 747 AE du 1^{er} octobre 1946 et 787 AE du 18 octobre 1946 fixant la valeur FOB port d'embarquement de certains produits du crû, et notamment des huiles de palme, palmistes et coprah;

Vu le câblogramme du Département n° 1009 Circ. AE-1 du 26 décembre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} janvier 1947, la valeur FOB port d'embarquement des huiles de palme, palmistes et coprah est fixée ainsi qu'il suit :

- Huile de palme (vrac) type n° 5 12.300 F. CFA
- Huile de palme (vrac) type n° 4 12.930 F. CFA
- Huile de palme (vrac) type n° 2 (à 7 degrés) 14.820 F. CFA avec bonification de 240 Fr. par degré en moins — type n° 1 (à 4 degrés) 15.540 F. CFA avec bonification de 480 F. par degré en moins —
- Palmistes (vrac) 8.000 F. CFA
- Coprah (vrac) 11.500 F. CFA

ART. 2. — En conséquence, les stocks d'huile de palme et palmistes appartenant aux campagnes 1945-1946 et antérieures, exportés à partir du 1^{er} janvier 1947 pour lesquels le calcul des taxes de transaction, des droits de sortie et des rémunérations commerciales demeurera établi sur les anciennes valeurs fixées par arrêtés locaux, seront passibles d'un versement à la Caisse de Compensation et de Péréquation gérée par le Chef du Bureau des Finances fixé comme suit :

- Huile de palme = type n° 5 6.158 F
- Palmistes = 1^{re} partie 4.429
- Palmistes = 2^e partie 3.790
- Coprah 5.461